



LA FORCE DE LA PAIX



CÔTE D'IVOIRE

Journée des Nations Unies 2014

Volume 4 - N°5 • Décembre 2014



69ÈME ÉDITION DE LA
JOURNÉE DES NATIONS
UNIES

P. 3-4

INTERVIEW DE M'BAYE BABACAR
CISSÉ, COORDONNATEUR DU
SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN
CÔTE D'IVOIRE

P. 5-6

PROJET À IMPACT RAPIDE :
L'ONUCI AMÉLIORE LES
CONDITIONS DE VIE DE
DÉTENUS

P. 11

Parle de la fièvre Ébola à tous
ceux que tu rencontres pour qu'ils
en soient informés

**Ensemble, arrêtons la propagation
de la fièvre Ébola**



**STOP
au virus Ébola**



www.onuci.org

JOURNÉE DES NATIONS UNIES 2014

Message du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon



Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

En ces temps de crises multiples, l'Organisation des Nations Unies est plus nécessaire que jamais. La pauvreté, la maladie, le terrorisme, la discrimination et les changements climatiques font des ravages considérables et des millions de personnes continuent d'être exploitées dans des conditions déplorables, victimes du travail forcé, de la traite d'êtres humains, de l'esclavage sexuel ou de mauvaises conditions de travail dans les usines, les champs et les mines. L'économie mondiale n'offre pas les mêmes chances à tous.

La création de l'Organisation des Nations Unies était une promesse solennelle faite aux peuples du monde entier de mettre fin à ces atteintes à la dignité humaine et d'ouvrir la voie d'un avenir meilleur. Si certains revers ont été douloureux et qu'il reste beaucoup à faire pour concrétiser les idéaux énoncés dans

la Charte, nos réalisations devraient nous encourager.

Les objectifs du Millénaire pour le développement inspirent les meilleures campagnes de lutte contre la pauvreté qui aient jamais existé, les traités des Nations Unies de lutte contre les inégalités, la torture et le racisme protègent les personnes et d'autres accords permettent de sauvegarder l'environnement, les Casques bleus des Nations Unies séparent les forces antagonistes, nos médiateurs règlent des différends et nos humanitaires fournissent une aide qui permet de sauver des vies.

Engageons-nous à nouveau, en ce moment décisif, à rendre les marginalisés et les vulnérables maîtres de leur avenir. À l'occasion de la Journée des Nations Unies, j'invite les gouvernements et les particuliers à faire cause commune pour le bien de tous.

FRÉQUENCES ONUCI FM



**ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1
BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6
DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3
MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 •
TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3**



OPERATION DES
NATIONS UNIES
EN CÔTE D'IVOIRE

Directeur de publication : Kadidia Ledron
Rédacteur en Chef : Malick Faye
Coordinatrice : Mathy Mupapa
Textes : PIO-ONUCI
Graphiste Designer : Jean Brice N'doli
Illustrations : Serge Assain Alilé
Crédits photos : Basile Zoma, Abdul Fatai



Ensemble pour la PAIX

Bouaké accueille la 69^{ème} édition de la Journée des Nations Unies

La capitale de la région du Gbéké a accueilli, le vendredi 24 octobre 2014, la cérémonie officielle célébrant la 69^e édition de la Journée des Nations Unies (JNU). Cette JNU a été couplée avec la cérémonie de remise de médailles à 33 officiers de la Police des Nations Unies du Secteur Est de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

La cérémonie officielle a été rehaussée par la présence d'une forte délégation conduite par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Aïchatou Mindaoudou, accompagnée du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Charles Diby Koffi, de la ministre de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, Anne Désirée Ouloto, des chefs d'agences du Système des Nations Unies (SNU), des membres du corps préfectoral, des élus, des cadres ainsi que des chefs traditionnels religieux de la région du Gbéké.

A cette occasion, la patronne de l'ONUCI a délivré le message du Secrétaire général de l'ONU dans lequel Ban Ki-moon indique qu'en ces temps de crises multiples, l'ONU est plus nécessaire que jamais. Le message a également mis en exergue les défis auxquels le monde est confronté, notamment l'exploitation, dans des conditions déplorables, des personnes victimes du travail forcé, de la traite d'êtres humains, de l'esclavage sexuel ou de mauvaises conditions de travail. C'est pourquoi, a lu Mme Mindaoudou, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un appel à un engagement renouvelé de tous de rendre « *les marginalisés et les vulnérables maîtres de leur destin* ».

Au nom du Gouvernement ivoirien, le ministre d'Etat en charge des Affaires étrangères, Charles Diby Koffi, a salué l'action et l'accompagnement du SNU en Côte d'Ivoire dans sa coopération avec l'Exécutif ivoirien. Pour lui, la commémoration du 24 octobre, cette



Entrée des officiels dans l'amphithéâtre de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké



Visite des stands à la Place de la paix à Bouaké

année 2014, intervient à un moment crucial où des pays de la sous-région font face à une terrible maladie, la fièvre Ebola. Il a appelé l'ONU à s'engager dans sa capacité à mobiliser la communauté internationale pour endiguer la maladie, avant d'annoncer que la Côte d'Ivoire avait contribué à hauteur d'un million de dollars au fonds de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

Auparavant, le 1^{er} adjoint au Maire, Zoumana Ouattara, avait salué, le choix porté sur sa commune parce que « *ce choix lui donne l'opportunité de s'acquitter d'une obligation de reconnaissance vis-à-vis des Nations Unies qui ont été aux côtés des populations de Bouaké pendant les durs moments de la crise* ».

La délégation officielle s'est ensuite rendue au Campus II de l'Université Alassane Ouattara où la Représentante spéciale a procédé, au nom du SNU, en présence des autorités présentes, à une remise de plus de 200 ouvrages aux étudiants de l'Université offerts par cinq agences du SNU à savoir le Bureau International du Travail (BIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

La Représentante spéciale a également répondu favorablement à la requête du Président de l'Université, Lazare Poamé, pour un partenariat avec le Système des Nations Unies.



Vue du public dans l'amphithéâtre de l'Université Alassane Ouattara, lors des Journées des Nations Unies à Bouaké

« Cette action renforce la disponibilité et l'engagement de l'ONU dans son ensemble, à accompagner le corps enseignant et les étudiants dans leur recherche de l'excellence afin de faire de la paix une véritable science », a-t-elle déclaré.

Il faut noter qu'un atelier d'échanges avec les étudiants de l'Université Alassane Ouattara (UAO) qui portait sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et suivi d'une séance de sensibilisation sur les armes légères et de petits calibres, s'est tenue avant la cérémonie de remise d'ouvrages.

Cérémonie de remise de médailles à 33 Officiers de la Police de l'ONUCI



Photo de famille après la cérémonie au siège de l'ONUCI à Bouaké

La célébration de la JNU à Bouaké a également été marquée par la remise de médailles de la paix décernées à 33 officiers de la Police des Nations Unies (UNPOL) venus des différents postes de Police du secteur est de l'ONUCI.

Dans son adresse aux récipiendaires, la Chef de l'ONUCI leur a témoigné toute sa reconnaissance pour leur engagement à la mise en œuvre du mandat de la Mission. Elle les a ensuite exhortés à respecter scrupuleusement le code des Nations Unies en prenant en compte la culture des populations qu'ils

servent au quotidien. Elle a également remercié les autorités administratives, les chefs religieux et les populations de Bouaké pour le soutien qu'ils ont toujours apporté aux policiers dans leurs tâches.

Les UNPOL, par la voix de leur Porte-parole, Anne-Marie Siméon, ont pris l'engagement de poursuivre avec abnégation l'accomplissement de leur mission et de jouer leur partition dans la phase de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire.

Avant de quitter Bouaké dans l'après-midi du 24 octobre, la délégation officielle s'est rendue à la

Place de la Paix de Bouaké pour la visite de stands animés par des composantes de l'ONUCI ainsi que des agences du Système des Nations Unies (SNU).

Véritable plateforme d'information et d'échanges avec les visiteurs, ces stands ont permis à Mme Mindaoudou, à Mme Ouloto, à toute la délégation officielle et aux populations de Bouaké de s'imprégner des activités et des actions de l'ONUCI et du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Cecile Senghor

M'baye Babacar Cissé, Coordonnateur du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire : « Notre rôle est d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement visant à éradiquer la pauvreté »

Dans le cadre de la Journée des Nations Unies célébrée le 24 octobre de chaque année, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire et Coordonnateur Humanitaire du Système des Nations Unies (SNU), Babacar Cissé, a accordé une interview à la Force de la Paix pour broser les grandes lignes de l'appui apporté au Gouvernement de Côte d'Ivoire.

La Force de la Paix : Monsieur Babacar Cissé, la Côte d'Ivoire, à l'instar des pays de la planète, a célébré le 24 octobre 2014, la Journée internationale des Nations Unies. Alors que l'accent est mis sur l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), quels défis reste-il encore à relever ?

Babacar Cissé : La crise que la Côte d'Ivoire a connue ces dernières années a entamé ses gains en matière de développement et limité ses progrès dans l'atteinte des OMD. Des efforts forts louables ont été faits récemment pour certains d'entre eux, notamment l'accès à l'eau potable et la lutte contre le VIH/SIDA.

Globalement, le Gouvernement a engagé une série de réformes structurelles et institutionnelles qui commencent à porter leurs fruits. On a ainsi pu noter des avancées sur le plan politique, avec notamment les bons offices de la Représentante spéciale du Secrétaire général. Sur le plan sécuritaire, l'indice de sécurité est passé de 3,8% à 1,12-1,18%, ce qui est donc appréciable. Au plan économique, le pays est sorti d'une crise économique relativement sévère. Le taux de croissance qui était de -4,1 % en 2011 est passé à 9,8% en 2012 puis 8,7% en 2013. Les prévisions de croissance pour 2014/2015 indiquent un taux annuel moyen de 9%. En outre, les réformes engagées ont permis de renforcer la stabilité du cadre macroéconomique et d'améliorer l'environnement des affaires.



M'baye Babacar Cissé, Coordonnateur du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire

La Force de la Paix : Quels sont justement les efforts entrepris par les Nations Unies pour amener le Gouvernement à rendre cette croissance inclusive ?

Babacar Cissé : Le rôle des agences du Système des Nations Unies est justement d'appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement (PND) 2013-2015, qui vise particulièrement la réduction de la pauvreté, une croissance inclusive et un accès dans l'équité aux services sociaux de base. Nous appuyons également la formulation et la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles, y compris à travers le dialogue des politiques.

Le grand défi du Gouvernement, qui est aussi celui de plusieurs pays africains qui connaissent une croissance positive nette, est de faire en sorte que celle-ci soit plus inclusive donc mieux partagée. Cette réduction de la pauvreté qui s'est accrue ces dernières années, après la crise post-électorale, passe par des investissements ciblés dans les secteurs sociaux, tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement qui sont au centre de nos actions en Côte d'Ivoire. Ceci peut être fait grâce aux dépenses pro-pauvres. Celles-ci ont sensiblement augmenté, passant de 843 mil-

liards de francs CFA en 2011 à plus de 1500 milliards en 2014.

Il y a lieu de s'assurer de la qualité et de l'efficacité des interventions pour qu'elles répondent véritablement aux besoins des plus vulnérables. La revue des dépenses publiques dans les secteurs de la santé et de l'éducation initiée par le Gouvernement permettra d'opérer les ajustements nécessaires et de mieux les cibler.

La Force de la Paix : Comment le citoyen ordinaire peut-il mesurer ou quantifier les actes posés par le SNU pour réduire, résorber la vulnérabilité des populations, notamment celles de l'Ouest, qui ont subi les affres de la crise post-électorale et portent encore les stigmates des crises successives ?

Babacar Cissé : A travers le programme régulier des agences mais aussi d'un financement de 5,5 milliards CFA mobilisé auprès du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies, notre appui dans l'Ouest a porté sur des actions visant la cohésion sociale, la réconciliation nationale et le développement communautaire. Dans ce contexte, nous avons organisé, avec les autorités locales et les Chefs traditionnels, des rencontres inter communautaires pour promouvoir le dialogue entre les communautés et contribuer à restaurer une paix durable. Les agences avec l'ONUCI ont procédé à la réhabilitation des infrastructures sociales mais aussi des bâtiments de l'administration territoriale pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle auprès des communautés. Un appui a été apporté à la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) au niveau central comme au niveau régional.

Pour toutes ces initiatives, nous avons pu passer à l'échelle supérieure grâce au financement additionnel des partenaires au développement.

Enfin, la Représentante spéciale du Secrétaire général, accompagnée de l'Équipe Pays des Nations Unies, s'est rendue dans l'Ouest au mois de mars 2014 pour échanger avec les communautés et les autorités locales sur le processus de réconciliation nationale, les défis et l'assistance du Système. Je puis dire que nous avons pu apprécier les avancées sur le terrain mais aussi les défis qui restent à relever pour renforcer la cohésion sociale et créer les conditions d'une paix durable.

La Force de la Paix : Vous aviez évoqué tout à l'heure des chiffres. Peut-on avoir une idée de l'aide globale octroyée à ce jour à la Côte d'Ivoire pour soutenir ses actions dans le domaine humanitaire ?

Babacar Cissé : Comme le pays est sorti de la crise humanitaire aigue qu'il a connue au lendemain de la crise postélectorale, les engagements des partenaires humanitaires ont beaucoup baissé au cours de l'année qui s'écoule. La responsabilité de la coordination humanitaire a été transférée au Gouvernement en 2013. C'est dans ce cadre qu'on a appuyé le ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et de l'Enfant dans la formulation d'une Stratégie Humanitaire 2014-2015 visant à couvrir les besoins humanitaires résiduels. Dans ce contexte, nous avons appuyé les populations déplacées à Grabo, les victimes des récentes inondations et la mise en œuvre du plan de réponse du Gouvernement contre Ebola.

De manière plus générale et dans le cadre du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) qui est en cours, nous avons

programmé environ 126 millions de dollars pour les années 2013-2014. Ce montant ne tient pas compte de l'appui technique que nous apportons au Gouvernement à travers nos Conseillers et Experts basés au siège ou dans nos centres régionaux. Cette expertise est mise à la disposition du Gouvernement pour l'accompagner dans la revue de ses politiques publiques, dans la formulation de ses stratégies sectorielles et dans la mise en œuvre de ses programmes et projets.

La Force de la Paix : Dans quelques mois, il y aura les élections en Côte d'Ivoire et les Ivoiriens se préparent pour ces scrutins. Certaines régions du pays sont encore très sinistrées. Pensez-vous que les populations, notamment celles de l'Ouest, verront rapidement leurs préoccupations résolues afin d'être dans les dispositions pour aller voter et participer aux différents scrutins ?

Babacar Cissé : Je viens d'évoquer avec vous quelques-uns de nos projets de développement et de reconstruction qui sont en cours dans l'ensemble du pays et dans l'Ouest en particulier. Ce sont des projets qui ont été identifiés, avec le concours des ministères techniques/sectoriels et surtout avec les populations bénéficiaires. Ces projets répondent donc aux besoins des communautés au niveau local. Aujourd'hui, il s'agit d'accélérer leur mise en œuvre voire les amplifier, dans la perspective des prochaines élections.

La Force de la Paix : En tant que Coordonnateur humanitaire, êtes-vous satisfait du niveau de sécurité dans cette zone aujourd'hui ou bien y-a-t-il encore beaucoup de choses à

faire, selon vous ?

Babacar Cissé : J'ai rappelé que l'indice de sécurité est passé de 3,8 à 1,16- 1,12%. Manifestement, il y a des avancées notables au plan sécuritaire. Nous accompagnons la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), ainsi que le Programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion de l'ADDR. Nous avons appuyé le Gouvernement dans la réhabilitation de certains commissariats de police, avec le concours de l'Union Européenne et du Japon. La Police comme l'Armée et la Gendarmerie ont bénéficié de l'appui du Système des Nations Unies en matière de formation et d'équipements.

Beaucoup a été fait mais beaucoup reste encore à faire car les besoins sont importants et nécessitent des ressources considérables. C'est la raison pour laquelle nous continuons à faire le plaidoyer auprès des partenaires afin qu'ils continuent à apporter leur concours technique et financier au Gouvernement pour une mise en œuvre effective des composantes prioritaires de la RSS.

Aujourd'hui, on note que les investissements directs étrangers ont beaucoup augmenté dans le pays et que des investisseurs privés reviennent dans ce pays pour y investir dans différents domaines. C'est dire que quelque part du fait de l'amélioration de la situation sécuritaire, la confiance revient. Pour moi, c'est un signe encourageant.

La Force de la Paix : Merci Monsieur Babacar Cissé

Babacar Cissé : C'est moi qui vous remercie !

Propos recueillis par Marie-Mactar Niang

Suite à la médiation de l'ONUCI, Angovia et Allahou Bazi se réconcilient

« Nous sommes condamnés à vivre ensemble. Nous n'avons pas d'autre choix que de nous asseoir, discuter et mettre un terme au différend qui nous a opposé » : ces propos sont du Président des jeunes du village d'Angovia, Achille Loukou. Très remonté, tout comme les autres membres de son association, contre les jeunes du village voisin d'Allahou Bazi, il a pu finalement pardonner... et ce, après plusieurs médiations de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). En effet, le 11 juillet 2013, Angovia fut le théâtre d'un conflit lié à l'exploitation de la mine d'or de cette localité entre les communautés des deux villages.

A l'origine de cet incident, le décès,

dans la nuit du 10 au 11 juillet 2013, d'un jeune homme, Souleymane Coulibaly, basé à Allahou Bazi mais orpailleur à Angovia, molesté à mort pour avoir refusé de s'acquitter de la taxe de 200 FCFA à un barrage érigé par des jeunes d'Angovia sur la voie menant vers la mine d'or. En représailles, des habitants d'Allahou Bazi se sont attaqués à ceux d'Angovia. Bilan :

deux morts, une vingtaine de blessés et d'importants dégâts matériels dont le saccage et l'incendie de 93 maisons et cabanons à Angovia. Les présumés auteurs de ces actes ont été interpellés par la justice avant d'être relâchés par la suite.

Aussitôt alerté, le Bataillon sénégalais de l'ONUCI basé à Yamoussoukro, en appui aux forces locales, s'est déployé dans le village d'Angovia en vue de mettre fin au conflit. Cette force restera stationnée dans la localité quelques jours durant, en vue de prévenir d'éventuels affrontements.

Cinq jours après l'éclatement de ce conflit, les différentes composantes civiles de l'ONUCI à Daloa que sont les bureaux de l'Information publique, des Droits de l'Homme, des Affaires civiles, de l'Etat de droit, ont effectué à Angovia et Allahou Bazi plusieurs missions de bons offices. Toutes ces démarches avaient un seul objectif : ramener à la table de discussion ces deux villages en conflit qui ne s'adressaient pratiquement plus la parole.

Lors des échanges visant à mieux cerner les raisons de ce drame, le Chef de village d'Angovia, Daniel Diby, avait persisté dans son refus de cohabiter désormais avec les communautés de l'autre camp. Il a même exigé leur départ du village. Un exercice qui aura toutefois le mérite de les soulager de la grande colère qui visiblement les habitait.

De l'autre côté, les mis en cause, les communautés d'Allahou Bazi, avec à leur tête, Soumaïla Diarrasouba, se sont dites prêtes à faire la paix avec leur tuteurs. « *Ce qui est arrivé est un incident malheureux à mettre sur le compte du passé* », avait fait savoir M. Diarrasouba.

Le 25 septembre 2013, une deuxième mission de l'ONUCI, pas de compassion celle-là, mais de conciliation est menée. Le Sous-préfet de Bouaflé, Bosse Zogbré, ainsi que Koffi Lazare, le Chef central des 28 villages du canton Yaouré dont fait partie Angovia, sont du voyage. Prosper Shabani du Bureau régional de la Division des Droits de l'Homme à Daloa qui conduisait la délégation onusienne a essayé de convaincre, des heures durant, les habitants d'Angovia sur l'importance d'oublier ce passé douloureux et de redéfinir de nou-



Accueil des populations d'Angovia à la délégation onusienne



La Représentante spéciale, Aïchatou Mindaoudou, à Angovia en avril 2014

velles bases en vue d'une cohabitation harmonieuse dans le village ; un plaidoyer qui a fini par avoir un écho favorable auprès des populations. Saisissant l'occasion de cette tribune, Koffi Lazare a plaidé pour que les autorités ivoiriennes soulagent les familles sinistrées. Selon lui, cet appui devra consister à bâtir de nouvelles maisons pour les victimes.

Ainsi, pour célébrer la volonté des deux communautés à aller à la paix, une édition d'ONUCI Tour, la campagne de sensibilisation de proximité de la Mission onusienne, a été organisée le 29 novembre 2013, couplée d'une rencontre sportive qui a permis aux jeunes des deux villages de fraterniser à nouveau autour des valeurs de paix et de fair-play que prône le sport ; une initiative soutenue par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte

d'Ivoire, Aïchatou Mindaoudou.

En effet à l'occasion des Journées des Nations Unies (JNU), organisées en avril 2014 à Bouaflé, Chef-lieu de la région de la Marahoué, le numéro un de l'ONUCI s'est rendue à Angovia pour exprimer la compassion de la Mission aux familles sinistrées. Une visite fortement appréciée par les populations de cette localité qui sont sorties massivement réserver un accueil chaleureux à la première responsable de l'ONUCI.

Roger Godrin, natif d'Angovia, n'a pas manqué d'exprimer sa reconnaissance à la Mission onusienne pour les efforts consentis en vue de ramener la paix dans son village. « *Merci à l'ONUCI. Grâce à votre assistance, à votre patience, nos parents sont en train de se reparler. Nous souhaitons que la paix règne à jamais dans notre village* », a-t-il conclu.

Anicet Bekrou

L'ONUCI contribue à ramener la paix à Mona

Ce dimanche 21 septembre 2014, Mona, village situé à environ 5 km de Guiglo sur l'axe Guiglo-Blolequin, a revêtu ses habits de fête. Les villageois se sont mis au travail pour présenter Mona sous un nouveau visage afin de recevoir la délégation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) qu'accompagnaient le Préfet de la région du Cavally, Koné Messamba, et le premier adjoint au Maire de Guiglo, Maurice Monemo, pour la commémoration de la Journée internationale de la paix dans leur village.

Cette paix, les habitants dans leur diversité sont heureux de la célébrer avec les Nations Unies car ils reviennent de loin. En effet, au sortir de la crise post-électorale, le village avait à sa tête deux chefs, avec chacun ses partisans. Le premier, Théodore Maho vainqueur de l'élection locale, a dû quitter les siens parce que suspecté d'avoir pris une part active lors des violences post-électorales. A son retour d'exil, il trouve le second, Maurice Monemo, désigné par le Comité de crise pour gérer les affaires courantes et permettre ainsi au village de bénéficier des apports des acteurs humanitaires.

Ce bicéphalisme au sommet n'a pas fait beaucoup de bien au village, selon les propos d'Alain Kouibio. « *Avant, il y avait deux camps bien distincts dans le village. Une partie des habitants soutenait Maho quand l'autre partie était derrière Monemo. Chaque chef avait son président des jeunes, sa présidente des femmes, etc.* », explique-t-il avant de dénoncer les conséquences de cet état de fait sur le développement du village : « *les ONG et tous ceux qui pouvaient nous aider ont fini par refuser de financer les projets ou réhabiliter des infrastructures parce que la situation de notre village était trop compliquée* ». Saisissant la pertinence du problème, la section des Affaires civiles, le bureau de l'Information publique et la Police des Nations Unies, avec l'appui de Save the Children, du Comité de sensibilisation à la cohésion sociale, au désarmement et à la réconciliation des ex-combattants (CSCDR) et le l'ONG Aweco, ont initié un dialogue intercommunautaire au mois de septembre 2012. Cette initiative, qui prenait en compte les locali-



Remise des rameaux de la paix au Préfet et au chef de délégation ONUCI

tés de Mona, Zouan, Kaadé et Bedy-Goazon, visait à créer un cadre d'échanges entre les populations des différentes communautés sur les problèmes de chefferie, du foncier, de cohésion sociale afin de trouver des solutions durables pour une meilleure cohabitation entre elles.

Ainsi, des séances d'écoute des deux camps en conflit ont été organisées. Ces véritables "arbres à palabres" ont permis aux différents acteurs d'exposer leurs griefs les uns envers les autres, afin de cerner les contours du problème et ébaucher des pistes de solution.

Les enfants de l'école primaire du village ont, eux aussi, été associés au processus dans le but de leur inculquer très tôt les bienfaits de la paix. Une projection du film "Le roi Lion", suivie de sensibilisation et de questions-réponses, a été organisée à leur attention pour qu'ils s'imprègnent des vertus du pardon, de l'entente et du vivre-ensemble.

Puis, les fonctionnaires des Nations Unies ont sollicité et obtenu l'implication de la Mutuelle de développement économique et social de Mona (MUDESMO) dans la résolution de la crise. Son Secrétaire général, Jean Glazibo, se réjouit encore de cette démarche. « *Votre contribution à ramener la paix chez nous a été appréciée par les différents cadres du village, en dépit de leurs appartenances politiques. Nous comptons sur vous pour continuer de nous soutenir. La paix n'a pas de prix* », a-t-il souligné.

Les différentes médiations ont porté leurs fruits et depuis le mois de mai

2013, Théodore Maho a été reconnu comme le seul Chef de Mona. C'est donc heureux qu'une fois réinvesti de ses pouvoirs, il a accueilli, avec toute sa notabilité, la délégation de l'ONUCI et les autorités administratives, le 21 septembre 2014 pour célébrer la paix retrouvée.

Au cours de la cérémonie, l'autre protagoniste, Maurice Monemo, devenu 1^{er} adjoint au Maire, a rappelé à ses frères et sœurs de Mona les vertus de la paix et remercié l'ONUCI pour son soutien de tous les jours. « *Nous devons donc prendre le plus grand soin possible de la paix comme de la prune de nos yeux car elle joue un rôle prépondérant dans l'équilibre et la stabilité de notre univers. Merci de pacifier notre cadre de vie. Merci de nous permettre de vivre dans un environnement apaisé* », a indiqué M. Monemo.

Pour sa part, le Préfet de la région du Cavally, Koné Messamba, a mis l'accent sur les conséquences dramatiques engendrées par les crises sur le plan socio-économique, avant d'appeler les participants à la culture de la paix dans leurs habitudes, leurs familles, leur environnement quotidien et ce, durant toute leur vie. C'est par des rencontres de football masculin et féminin, des danses de réjouissances et des séances de sensibilisation sur la paix et sur la fièvre hémorragique à virus Ebola que les populations de Mona et leurs hôtes de l'ONUCI et du ministère de la Santé, ont célébré la paix retrouvée ; avec l'engagement de la rendre pérenne pour le bien-être du village.

Charles Dago

Dr. Kouamé Bilé sur le traitement des victimes de fistules obstétricales : « UNFPA permet aux femmes de retrouver leur dignité et leur place dans la société »



Le Coordonnateur du Projet Fistule pour le compte du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Dr. Kouamé Bilé, Expert clinique.

A l'occasion de la Journée des Nations Unies, commémorée le 24 octobre 2014, le Docteur Kouamé Bilé, Expert clinique, Coordonnateur du Projet Fistule pour le compte du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a accordé une interview à La Force de la Paix de l'ONUCI.

La Force de la Paix : Dr Bilé, qu'est-ce que la fistule obstétricale ?

Dr. Kouamé Bilé : La fistule obstétricale est la constitution d'une communication anormale (une fistule) entre la vessie et le vagin (fistule vésico-vaginale) ou entre la vessie et le rectum (fistule vésico-rectale) survenant à la suite d'une grossesse compliquée. La fistule est un problème mondial, mais elle sévit surtout en Afrique. Elle survient d'ordinaire pendant un accouchement prolongé, quand une femme n'obtient pas la césarienne qui serait nécessaire.

La Force de la Paix : Dans le cadre du Projet Fistule, quelle est la réalité au Nord ?

Dr. Kouamé Bilé : UNFPA, depuis 2003, s'est lancée dans une vaste campagne mondiale d'éradication de la fistule obstétricale. Au Nord, elle a débuté en 2009 et jusqu'à présent, nous pouvons affirmer qu'il y a certes

des avancées, mais beaucoup reste à faire au niveau des indicateurs de la santé de la reproduction. Les pesanteurs socio-culturelles, par exemple font que la plupart des femmes ne sont pas autonomes, elles n'ont pas le droit de décider d'aller à la maternité et de recourir au planning familial. Très souvent, ce sont des femmes qui subissent des mutilations génitales féminines, contractent des grossesses précoces et qui sont mal suivies. Elles ne se rendent pas dans les centres de santé, accouchent à domicile dans des conditions difficiles. Conséquences de tout cela, nombreuses parmi elles meurent de suite de couche. Celles qui y échappent souvent, sont victimes de fistules obstétricales.

La Force de la Paix : Au niveau de UNFPA, quelles sont les orientations que vous donnez pour lutter efficacement contre ce phénomène ?

Dr. Kouamé Bilé : UNFPA apporte un appui multiforme au Gouvernement ivoirien dans la réponse qu'il donne aux complications des grossesses et accouchements à travers deux axes d'intervention : la prévention et la prise en charge. Au niveau de la prévention, nous aidons l'Etat de Côte d'Ivoire dans la vulgarisation du planning familial et des produits de contraceptions auprès des populations et surtout des jeunes

filles, et nous formons le personnel de santé. Nous encourageons également la scolarisation de la jeune fille et faisons le plaidoyer auprès des autorités locales, des leaders religieux et traditionnels, des chefs de terre et ceux qui décident dans les bois sacrés, pour les exhorter à s'impliquer dans les questions de santé de la reproduction. Le second axe de notre appui est la prise en charge, c'est-à-dire le traitement et la réinsertion sociale des femmes à travers des activités génératrices de revenus.

La Force de la Paix : Dr Bilé, l'UNFPA a une part active dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). A ce niveau, quel est le lien que l'on peut établir entre les fistules obstétricales et les VBG ?

Dr. Kouamé Bilé : Les VBG, c'est toute forme de violence fondée sur la discrimination sexuelle, celle qui est exercée à l'égard des femmes et qui est engendrée par le fait d'être une femme. Les femmes, ici au Nord, sont stigmatisées parce que victimes de fistules obstétricales. Quand vous voyez une porteuse de fistule, vous ne pouvez pas imaginer toute la souffrance et le rejet social qu'elle endure : rejet du mari, de la famille, de son entourage, du milieu culturel et religieux etc. C'est une femme qui vit seule, à l'écart de la communauté. UNFPA, par la prise en charge médicale et la réinsertion sociale des femmes victimes des fistules, lutte contre les VBG. Les femmes que nous traitons et guérissons sont des femmes qui reviennent pratiquement à la vie, parce que nous leur permettons de retrouver leur dignité et leur place dans la société. Aujourd'hui, grâce au travail de sensibilisation et de plaidoyer qui a été fait, les malades sont mieux acceptés par les communautés et de nombreuses femmes sont accompagnées par leur mari dans les centres de santé.

La Force de la Paix : Quelles sont les perspectives pour qu'il y ait plus d'implication de UNFPA pour endiguer ce fléau ?

Dr. Kouamé Bilé : La Représentante résidente de UNFPA, Suzanne Konaté Maiga, elle-même femme, a une vision assez claire de la lutte contre les fistules obstétricales. A travers cette lutte, elle vise l'émancipation et l'autonomisation de la femme ivoirienne, moteur du développement. En ce sens, elle adhère pleinement au slogan "zéro grossesse à l'école". Elle tient à ce que les femmes, les enfants et les hommes aient les mêmes droits et que

la femme soit traitée avec dignité. Dans ce cadre, en partenariat avec l'Etat de Côte d'Ivoire et l'agence de coopération coréenne KOICA, UNFPA met un accent particulier sur la lutte contre les fistules obstétricales qui constituent une véritable porte de sensibilisation des femmes quant à la fréquentation des centres de santé et l'accouchement de façon sécuritaire ; ceci, pour donner, non seulement la vie à des enfants en très bonne santé, mais aussi

pour garder les mères vivantes et bien portantes. Tout cela montre que notre implication constante va concourir à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, notamment la réduction de la mortalité infantile et maternelle, ce qui permettra d'améliorer au quotidien la santé de la reproduction dans le Nord de la Côte d'Ivoire, conformément au mandat des Nations Unies.

Paul-Emmanuel Bakary Bakayoko

Face à la menace de la maladie à virus Ebola, l'OMS appuie la Côte d'Ivoire dans la préparation et la riposte

L'épidémie de la maladie à virus Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest, particulièrement, en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, a occasionné plus de 16.000 cas et plus de 5000 décès, dans les trois pays, à la date du 12 novembre 2014. Le Mali, qui était jusque-là épargné par cette maladie, a enregistré son premier cas le 19 octobre 2014, en la personne d'une fillette de deux ans venue de Guinée. D'autres cas de décès, n'ayant aucun lien avec la petite fille, ont été par la suite notifiés. Cette situation fait du Mali le troisième pays frontalier à la Côte d'Ivoire touché par la fièvre hémorragique.

Depuis l'annonce officielle de l'épidémie en Guinée en mars 2014, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a alerté le Gouvernement ivoirien, à travers le ministère de la Santé et de la lutte contre le SIDA, pour que le pays prenne des dispositions allant dans le sens de la prévention et de la préparation de la réponse à une introduction de la maladie à virus Ebola dans le pays. L'appui de l'OMS a ainsi porté sur les aspects suivants : appuis techniques, financiers ; appui en kits de laboratoire et matériels techniques et coordination des partenaires techniques et financiers.

Au niveau de l'appui technique, l'OMS a mis à la disposition de la Côte d'Ivoire, les documents techniques, les guides, orientations et directives pour aider les cadres nationaux de la santé à organiser la prévention et la préparation à la riposte à une éventuelle épidémie de la maladie à virus Ebola en Côte d'Ivoire. L'OMS a aussi mobi-



Démonstration du port d'un EPI par un agent de santé à Man.

lisé des experts nationaux et internationaux pour appuyer l'élaboration du plan de contingence. L'Organisation a aussi apporté un appui à la formation des agents de santé, à l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de communication. Des cadres nationaux, notamment des techniciens de laboratoire, ont bénéficié d'une formation à l'extérieur du pays.

Pour ce qui concerne les appuis en kits de laboratoire et matériels techniques, l'OMS a mis à la disposition du ministère de la Santé et de la lutte contre le SIDA, 5500 équipements de protection individuelle (EPI). Ces matériels ont été déployés surtout aux équipes des zones frontalières du Liberia et de la Guinée au début de l'épidémie. L'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI), laboratoire de référence pour toutes

les fièvres hémorragiques, a également bénéficié de ces kits EPI. L'IPCI a, en outre, reçu de l'OMS des intrants de laboratoire lui permettant d'effectuer les tests de diagnostic et de confirmation du virus Ebola.

Concernant l'appui financier, l'OMS a mené et continue de mener un plaidoyer au niveau régional et mondial. L'Organisation a ainsi pu mobiliser et mis à la disposition du pays un montant de 140.000 dollars américains (environ 72 millions FCFA), pour lui permettre de continuer sa préparation et de mettre un accent sur la communication, le renforcement du laboratoire et celui des capacités des agents de santé. Mais, il faut noter que, compte tenu du fait que le pays n'a pas encore enregistré de cas avéré de malade Ebola, la mobilisation des ressources s'avère difficile car les donateurs sont focalisés sur les pays actuellement touchés par la maladie.

Enfin, concernant la coordination des partenaires, le bureau de l'OMS à Abidjan a abrité, dès le départ, toutes les réunions du Comité national de lutte contre les épidémies. Ces réunions sont présidées par le Directeur général de la Santé. Le secrétariat est assuré par l'OMS. Tous les partenaires nationaux et internationaux qui interviennent dans le cadre de la préparation du pays en vue de la prévention et de la riposte participent à cette réunion, véritable cadre de concertation et de décision. Au début de l'épidémie en Guinée et au Libéria, ces réunions se tenaient sur une base hebdomadaire. Aujourd'hui, elles ont lieu tous les quinze jours au ministère de la Santé et de la lutte

contre le SIDA.

L'OMS participe également à toutes les instances de coordination, à savoir le Comité de veille, les Sous-commissions thématiques et la Cellule d'intervention immédiate. L'Organisation apporte son appui en interaction avec plusieurs autres partenaires, notamment le Système des Nations Unies,

les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies – en anglais Centers for Disease Control and prevention (CDC) – les ONG nationales et internationales.

En conclusion, l'OMS, partenaire privilégié du Gouvernement ivoirien en matière de santé, soutient et continue d'apporter son appui à la Côte d'Ivoire

dans le cadre de la prévention, de la surveillance et d'une éventuelle riposte face à l'épidémie de la maladie à virus Ebola. La mobilisation des ressources se poursuit. Elle se fait avec les partenaires locaux, à savoir le SNU, les partenaires bi et multilatéraux, dans un cadre de concertation globale avec le Bureau régional et le siège de l'OMS et les autres pays de la région.

Souleymane Koné

Abengourou : un Projet à impact rapide de l'ONUCI améliore les conditions de vie de détenus



Exposition du matériel de l'atelier de couture...



...suivie de l'allocution du Sous-préfet

Encore récemment, l'infirmerie de la Maison d'arrêt et de correction d'Abengourou (localité située à 217 km à l'Est d'Abidjan) ne comptait qu'une seule salle pour recevoir tous les patients. Mais depuis le 9 septembre 2014, cette infirmerie dispose de plusieurs pièces servant de salles d'attente, de consultation et d'observation ainsi que de pharmacie. Cela a été rendu possible grâce au projet de réhabilitation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) réalisé dans le cadre de son mandat consistant à appuyer l'administration pénitentiaire ivoirienne à l'amélioration des conditions de détention ainsi qu'à son programme de Projets à impact rapide (QIPs).

Vous avez dit impact rapide ? « L'im-

pect est réel depuis la réception de l'infrastructure », a témoigné le Régisseur de la MAC, Sinali Ouattara. Ce projet, a-t-il souligné, leur a offert « un cadre approprié pour la santé des détenus et du personnel pénitentiaire ». Même son de cloche de la part de l'Infirmier major, Didia Nguessa. Pour lui, le nouveau bâtiment permet aux détenus malades d'être consultés et soignés à tour de rôle, en respectant leur intimité alors qu'auparavant, ils étaient tous reçus, en même temps, dans la même salle. « Quand l'infirmier se sent à l'aise, il fait bien son travail », a affirmé M. Nguessa, se félicitant de l'amélioration de vie des détenus et des conditions de travail des agents pénitentiaires.

Hormis l'infirmerie, ce Projet à impact rapide de l'ONUCI a également permis

aussi la construction d'ateliers de formation professionnelle en menuiserie et couture pour les détenus ; cela pour offrir à ces derniers un métier en vue de leur réinsertion socio-économique, dès la sortie de prison. « Des clients commencent à fréquenter ces ateliers pour faire des commandes », a souligné la Secrétaire du Régisseur, Pauline Koné, qui gère au quotidien ces ateliers. Pour ce qui est de la gestion, les détenus sont bénéficiaires des revenus de ces ateliers, a indiqué le Régisseur de la MAC. En effet, un comité de gestion dans lequel les détenus sont représentés, a été mis sur pied pour que toutes les ressources servent à améliorer leurs conditions de vie. L'ONUCI peut se réjouir de l'impact de son projet sur la vie des bénéficiaires, a-t-il conclu.

Desiré Ndagijimana

ONUCI FM, une radio au service des populations

« ONUCI FM, une radio au service des populations. « ONUCI FM, la radio de la paix ! » : il suffit de se mettre sur une de ses nombreuses fréquences pour entendre ce slogan sur les antennes de la Radio des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Elle a été créée suite à une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies et lancé ses programmes le 15 août 2004. « Lorsqu'ONUCI FM naissait, la Côte d'Ivoire était un pays en partition. Une zone tampon dite zone de confiance séparait les deux entités qui étaient le sud et les zones baptisées Centre Nord et Ouest (CNO). Chacune des entités avaient ses moyens d'information. Mais ONUCI FM a gardé l'esprit du territoire unique et n'a pas tenu compte de cette partition de fait en s'installant de part et d'autre de cette zone de confiance et en maintenant cette continuité territoriale. Il y avait ce sentiment d'une seule nation qui est resté et qui a été imprimé par cette radio », explique le Directeur de cette radio, Sylvain Semilinko.

La mission d'ONUCI FM était alors de faire connaître et de faire comprendre le mandat de l'ONU en Côte d'Ivoire aux différents acteurs du pays. Depuis les élections, avec le rétablissement de la normalité, le rôle de la radio onusienne a été d'aider, à travers ses programmes, le Gouvernement ivoirien à relever de nouveaux défis que sont la protection de la population civile, le dialogue et la réconciliation nationale, le désarmement, la réforme du secteur de la sécurité, la promotion des droits de l'Homme. « Nous avons, sur chacun de ces mandats conférés à l'ONUCI, développé des programmes permettant aux différents acteurs de ces missions d'expliquer leur rôle, d'aller vers les populations pour recueillir leurs préoccupations à travers des reportages et des dossiers d'actualité », indique M. Semilinko.

À cet effet, poursuit-il, des émissions comme « Vent d'ouest » ont été créées ; « Vent d'ouest » parce que l'Ouest ivoirien a été très marqué par la crise postélectorale. Dans cette région, il y a un travail de sensibilisation à faire, un travail d'explication du rôle de l'ONUCI et les différentes entités qui peuvent aider à recoudre le tissu social dans cette partie de la Côte d'Ivoire. D'autres programmes, comme ceux sur le processus Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR) ont été éla-



Conférence de rédaction d'ONUCI FM

borés. Il s'agit de montrer à travers les reportages et les activités sur le terrain, ce que deviennent les ex-combattants et ce qu'ils font, explique le chef de la Radio de la Paix. « Par le media monitoring ou le "Kpakpato pressé" qui est une façon humoristique de présenter le travail des media, nous faisons en sorte de ne retenir que le côté très professionnel des media », souligne encore M. Semilinko.

Évoquant le ton des émissions diffusées, le Directeur d'ONUCI FM affirme qu'il est avenant : il ne doit être ni blessant ni faire la promotion de la violence, de la discrimination contre le genre, les personnes handicapées ou les enfants. En d'autres termes, la radio exécute le mandat de la Mission onusienne à travers ses programmes et ses émissions.

Concernant les prochaines élections, ONUCI FM sera au rendez-vous. Dès que le processus électoral sera lancé par les structures en charge, fait savoir Sylvain Semilinko, la radio va leur ouvrir ses antennes. « Nous allons contribuer à la sensibilisation des électeurs pour le vote à travers des spots », ajoute-il.

ONUCI FM émet 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à partir de 22 stations relais, réparties à travers le pays. 28 journalistes - reporters, 14 techniciens et 14 correspondants disséminés sur l'ensemble du territoire sont au service des nombreux auditeurs de la Radio de la Paix.

L'un d'eux, est le Porte-parole du Gouvernement ivoirien, Bruno Koné. Pour lui, si la radio onusienne n'avait pas existé, il aurait fallu la créer. C'est une radio qui a fait beaucoup de bien à la Côte d'Ivoire et aux Ivoiriens, estime-t-

il. « Elle a permis de diversifier la prise de parole et d'équilibrer l'information ».

De l'avis du Président de l'ONG Agir pour la démocratie, la justice et la liberté en Côte d'Ivoire, Julien Fernand Gauze, « ONUCI FM a toujours su être là pour amplifier l'écho des grands événements mondiaux et donner ainsi l'opportunité aux auditeurs de s'en imprégner. Elle a su également promouvoir le genre, donner la parole à des groupements de jeunes et à des groupements des "Sans voix" qui seraient restés sans voix si la radio n'avait pas existé ».

Pour Lassana Traoré, commerçant grossiste à Bouaké, ONUCI FM est une bonne radio parce qu'elle donne plus d'informations. « C'est grâce à ONUCI FM que nous avons reçu les informations pendant la crise qu'a connue le pays. Elle s'est rendue sur des sites difficiles pour recueillir des vraies informations », se réjouit-il.

Echancel Goudale, journaliste de Soir info à Guiglo de renchérir : « ONUCI FM permet à toutes les communautés vivant en Côte d'Ivoire d'être en parfaite harmonie. ONUCI FM va à la source des informations pour donner à ses auditeurs l'information juste et vraie. C'est ce qui me plaît dans cette radio ».

Le Vice-président du parti de l'opposition, le Front Populaire Ivoirien (FPI), le Professeur Danon Djédjé, considère, pour sa part, qu'ONUCI FM a de grandes missions dans le pays. « Je souhaite que les journalistes organisent souvent des débats autour des questions de la réconciliation et de la paix en Côte d'Ivoire. C'est sur ce terrain de la réconciliation et de la paix que nous les attendons », conclut-il.

Michel Man et Mireille Gnahore Boti